France-Burundi : une décision qui « met à mal les efforts diplomatiques »

Secours Catholique,Â 31/07/2019 BurundiÂ : Â« Notre pays s'enfonce dans une crise des droits humains Â» Alors que lâ€™Union europÃ©enne a suspendu depuis 2016 toute coopÃ©ration directe avec le Burundi suite aux violations des droits de lâ€™homme, la France vient dâ€™annoncer la reprise progressive de sa coopÃ©ration dans le domaine de la dÃ©fense et un financement de 50 millions de dollars dans celui de lâ€™Ã©ducation.

Paris justifie une main tendue dans lâ€™espoir de faire bouger les lignes dans un pays en proie Ã une crise politico-humanitaire. Tournons la page, partenaire du Secours Catholique, critique une dÃ©cision qui met Ã mal les efforts diplomatiques. ENTRETIEN AVECÂ JANVIER BIGIRIMANA, DEÂ TOURNONS LA PAGE BURUNDI En quoi la reprise de la coopÃ©ration de la France avec le Burundi vous inquiÃ¨te-t-elle ? Je ne comprends pas cette reprise de la coopÃ©ration sans conditions, alors que la situation des droits humains et du respect des libertÃ©s publiques empire au Burundi. La France est membre de lâ€™Union europÃ©enne, elle y a un poids et elle sÃ¨me la confusion avec cette dÃ©cision. Pour moi, elle met Ã mal les efforts europÃ©ens qui consistent, via des sanctions depuis 2016, Ã faire pression en vue dâ€™une ouvertu dÃ©mocratique et dâ€™une amÃ©lioration des droits humains au Burundi avant les Ã©lections de 2020. LÃ , la France encoura le Burundi dans une mauvaise voie. Â«Â En coopÃ©rant dans le domaine de la dÃ©fense, laÂ France renforceÂ les capacitÃ©s de dÃ©fense du Burundi, ce qui amplifie les moyens de rÃ©pression des citoyens par les forces de sÃ©curitÃ©.Â Â» Et avec sa coopÃ©ration dans le domaine de la dÃ©fense, la France renforceÂ les capacitÃ©s de dÃ©fense du Burundi, ce qui amplifie les moyens de rÃ©pression des citoyens par les forces de sÃ©curitÃ©. Car le rapport de la Commission dâ€™enquÃªte de lâ€™O le Burundi lâ€™a montrÃ©Â : les forces de sÃ©curitÃ© burundaises sont impliquÃ©es dans la rÃ©pression et les violations des de lâ€™homme. Le Burundi sâ€™enfonce dans une crise des droits humains et il aurait fallu nÃ©gocier une coopÃ©ration sous conditions dâ€™ouverture dÃ©mocratique. Quelle est la situation actuelle au BurundiÂ ? Le pays traverse une crise politique majeure depuis 2015 suite Ã la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de briguer un troisiÃ¨me mandat en violation de la Constitution et de lâ€™Accord dâ€™Arusha pour la Paix et la RÃ©conciliation au Burundi de 2000. Les citoyens burundais Ã©t sortis manifester pacifiquement et ils ont Ã©tÃ© rÃ©primÃ©s dans le sang. La vague de violence a fait plus de 1700 morts. Depuis, nous connaissons des assassinats, des viols, des tortures, des disparitions forcÃ©es et des emprisonnements arbitraires. Lâ€™impunitÃ© est de mise vu que le systÃ¨me judiciaire est ligotÃ©Â : les victimes de la rÃ©pression nâ€™ont plu recours. Beaucoup de militants des droits de lâ€™homme et dâ€™opposants politiques sont en exil, moi-mÃªme jâ€™ai dÃ» pa peut parler de crise politico-humanitaire avec 400Â 000 Burundais en exil. Les mÃ©dias indÃ©pendants ont Ã©tÃ© fermÃ©s. MÃªme les mÃ©dias internationaux comme Voice of America et BBC ont Ã©tÃ© interdits dâ€™Ã©mettre. RFI a reÃ§u une mise garde. En 2017, la CPI a mÃªme ouvert une enquÃªte pour crimes contre lâ€™humanitÃ© au Burundi. Lâ€™Ã©lection prÃ©sid est prÃ©vue en mai prochain. Quel est le climat actuel aprÃ¨s le rÃ©fÃ©rendum constitutionnel de 2018 qui devrait permettre au prÃ©sident de briguer deux nouveaux mandats de sept ansÂ ? Lâ€™opposition est rÃ©primÃ©e. Les locaux des partis dâ€™opposition sont brÃ»lÃ©s ou fermÃ©s. La plupart des opposants politiques qui Ã©taient contre ce rÃ©fÃ©rendum ont Ã©t assassinÃ©s ou emprisonnÃ©s. Le climat est trÃ¨s tendu Ã lâ€™approche de lâ€™Ã©lection. La libertÃ© dâ€™expression des contrÃ´lÃ©e, voire vÃ©rouillÃ©e. On va vers un scrutin truquÃ©, sans transparence, et avec une rÃ©pression inquiÃ©tante. Comment travaille Tournons la page Burundi dans ce contexteÂ ? Beaucoup de nos membres sont en exil. Sur place, câ€™est devenu dangereux de travailler en mobilisant la population. Toute voix dissidente risque dâ€™en payer le prix. Ã€ lâ€™Ã©tranger, nous nous rencontrons rÃ©guliÃ¨rement et nous lanÃ§ons un appel Ã la communautÃ© internationale - et en particulier Ã lâ€™Union africaine et Ã lâ€™ONU -Â pour que soient prises des mesures contraignantes envers le rÃ©gime buru afin d'obliger le gouvernement Ã nÃ©gocier avec les opposants et Ã respecter les droits de lâ€™homme. Câ€™est dans ce co que la dÃ©cision de la France de reprendre la coopÃ©ration est inquiÃ©tante. La communautÃ© internationale devrait plutÃ´t prendre des mesures plus contraignantes, en collaboration avec les Ã‰tats membres de la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de lâ€™Est, pour nÃ©gocier une rÃ©solution pacifique de la crise qui a trop durÃ©. PROPOS RECUEILLIS PAR CÃ‰CILE LECL LAURENT